



**FNPF**  
Les producteurs des végétaux d'ornement



Paris, le 26 avril 2013

## Lettre ouverte

### La compétitivité, c'est maintenant !

Où est passé le choc de compétitivité ? Dépassé par le choc de simplification ! Ecrasé par le choc de moralisation ! Ecrabouillé par le choc de transparence ! La compétitivité, affichée comme une priorité gouvernementale, n'aura été qu'un feu de paille.

Tout avait pourtant bien commencé. Le CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) voté l'an dernier, va dans le bon sens. Il pose sur la table, le lien entre le coût du travail, le financement de notre protection sociale et la compétitivité.

Mais sa complexité de gestion pour l'entreprise et son effet décalé dans le temps - il n'aura d'effet qu'en 2014 - annule l'impact positif qu'il aurait dû avoir sur le moral des décideurs. Or, la croissance passe par la confiance des entrepreneurs. C'est encore une année de perdue.

Quant aux autres préconisations du rapport de Louis Gallois, plus personne n'en parle. Le conjoncturel a repris le dessus et les réformes structurelles attendront.

Pourtant, les entreprises de nos secteurs, elles, ne peuvent plus attendre. Le coût du travail en France devient un obstacle insurmontable pour lutter contre nos concurrents dans un marché ouvert. Nous ne sommes pas les seuls à dénoncer les pratiques de nos voisins. Même le Gouvernement belge vient de déposer une plainte auprès de la Commission européenne afin de faire cesser le dumping social pratiqué par l'Allemagne.

Or, sur ce sujet, le Gouvernement français est muet.

Muet sur la nécessité de s'orienter vers une convergence sociale entre pays de l'Union européenne, alors même qu'il devrait rechercher un accord avec l'Allemagne pour la mise en place d'un salaire minimum en Europe. Il n'est pas tolérable de permettre à des pays d'avoir deux catégories de salariés : ceux couverts par un régime de protection sociale et un salaire minimum, et ceux n'ayant aucun droit. Le chemin de l'harmonisation sera long, mais il faut s'y attaquer immédiatement. La position du couple franco-allemand sera déterminante.

Muet aussi sur la question des charges sociales, le Gouvernement évoque une réforme des allocations familiales sans même aborder la remise en cause de leur financement. Pourquoi garder une cotisation sociale qui pénalise l'activité en France alors qu'on pourrait lui substituer la TVA sociale afin de faire participer tous les produits consommés en

France, y compris les produits étrangers ? Voilà une mesure qui redonnerait de la compétitivité !

Les entrepreneurs attendent du Gouvernement qu'il agisse conformément à ses discours. En prenant les décisions aptes à redonner de la compétitivité aux entreprises qui créent de l'emploi. Pas en imposant de nouvelles taxes qui pénalisent encore notre compétitivité comme il est en train de le faire : écotaxe, hausse de la taxation sur le fuel domestique... C'est aujourd'hui une urgence. Demain, il sera trop tard...

Luc Barbier,  
Président de la Fédération Nationale des Producteurs de Fruits

Dominique Boutillon,  
Présidente de la Fédération Nationale des Producteurs de l'Horticulture et des Pépinières

Claude Cochonneau,  
Vice Président de la FNSEA, Président de la Commission Emploi

Jacques Rouchaussé,  
Président de Légumes de France